



# MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

N° 2021-0053 118 /PRO/PIDC

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères – Protocole – présente ses compliments aux missions diplomatiques étrangères accréditées en France, aux organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France, ainsi qu'aux délégations et représentations permanentes auprès de ces organisations internationales, et a l'honneur de leur faire part de ce qui suit :

Les autorités françaises ont défini, par décret n° 2021-99 du 30 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, un nouveau régime de circulation applicable aux **déplacements vers le territoire national depuis un pays de l'espace européen** (Union européenne, Andorre, Islande, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Suisse, Saint-Marin, Saint-Siège).

**1 – Les arrivées sur le territoire métropolitain, à une frontière intérieure de l'espace européen, ne font l'objet d'aucune restriction en ce qui concerne les motifs de déplacement.**

Le Royaume-Uni ayant définitivement quitté l'Union européenne au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les arrivées depuis ce pays ne sont plus traitées comme faisant partie de l'espace européen et font l'objet de règles spécifiques, précisées sur le site internet du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>).

**2 – Toute personne de onze ans et plus se déplaçant, par tout mode de déplacement, depuis un pays de l'espace européen à destination du territoire métropolitain, doit disposer :**

- du résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé moins de 72 heures avant le départ ne concluant pas à une contamination par la covid-19 ;
- d'une déclaration sur l'honneur téléchargeable sur le site du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>) attestant :
  - i. qu'il ne présente pas de symptôme d'infection à la covid-19 ;
  - ii. qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les 14 jours précédant le voyage ;
  - iii. qu'il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-COV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire national.

Les voyageurs de moins de onze ans doivent uniquement être en possession d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils ne présentent pas de symptôme d'infection à la covid-19 et qu'ils n'ont pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant le voyage.

**MISSIONS DIPLOMATIQUES ACCREDITÉES EN FRANCE**

**ORGANISATIONS INTERNATIONALES AYANT LEUR SIÈGE OU UN BUREAU EN FRANCE**

**DELEGATIONS ET REPRÉSENTATIONS PERMANENTES AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Lorsqu'un examen biologique de dépistage virologique est impossible à réaliser dans le pays de départ, le voyageur a la possibilité de solliciter de l'ambassade ou du consulat de France un document spécifique dénommé « Dispense de test PCR », sous réserve d'un motif impérieux de voyage (réservé à un nombre de cas très limités) et de l'acceptation préalable :

- d'un test de dépistage virologique permettant la détection du SARS-CoV-2 (test antigénique) à l'arrivée ;
- d'un isolement de 7 jours dans l'un des établissements désignés par les autorités françaises et sur présentation d'un justificatif de réservation ;
- d'un examen biologique de dépistage virologique à l'issue de cet isolement.

Dans les pays où les tests antigéniques sont disponibles, la « Dispense de test PCR » n'est valable qu'accompagnée du résultat d'un tel test réalisé moins de 72h avant l'embarquement et ne concluant pas à une contamination par la covid-19.

Toute information complémentaire concernant les mesures de contrôle sanitaire est disponible sur le site du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>).

3 – Des mesures spécifiques s'appliquent aux déplacements vers les territoires ultramarins et sont précisées sur le site du ministère de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr>).

4 – Au regard de l'évolution de l'épidémie, les autorités françaises invitent, conformément aux Conventions de Vienne et sans préjudice des immunités prévues par celles-ci, les membres de délégation en mission officielle, les personnels de missions diplomatiques ou consulaires et les personnels des organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France, ainsi que leurs conjoints et enfants de plus de 11 ans à présenter, **sauf dispense spécifique de l'ambassade ou du consulat de France**, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique (test RT-PCR) réalisé moins de 72 heures avant le départ (le départ du premier vol en cas de voyage avec correspondance) ne concluant pas à une contamination à la covid-19.

Aucune mesure d'isolement ne peut être imposée aux membres de délégation en mission officielle, aux personnels de missions diplomatiques ou consulaires et aux personnels des organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France, ainsi qu'à leurs conjoints et enfants.



Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères – Protocole – saisit l'occasion de cette communication pour renouveler aux missions diplomatiques accréditées en France, aux organisations internationales ayant leur siège ou un bureau en France ainsi qu'aux délégations et représentations permanentes auprès de ces organisations internationales, les assurances de sa haute considération.

Paris, le 3 février 2021